

## MALAUÇÈNE

Les négociations comencées mardi entre direction et syndicats en vue de la fermeture de "Malauçène industries" se sont achevées en queue de poisson hier en début d'après-midi.

Les dirigeants de Schweitzer-Mauduit ont en effet abandonné la table des négociations à 14 h 30, soit une demi-heure seulement après la reprise de la séance. Leur départ de la mairie, où avait lieu la réunion, s'est fait sous les sifflets des manifestants qui les attendaient

sur le parvis.

Dans le même temps, les salariés ont décidé de reprendre le travail dès lundi. On peut imaginer cependant que les cadences de production ne soient pas infernales... Mais la reprise est nécessaire en vue des futures échéances et pour regonfler les finances de chacun, mises à mal après quatre jours de grève.

Les élus syndicaux avaient adopté en fin de matinée, une nouvelle stratégie avec cette demande d'assignation inscrite au tribunal de grande instance de Carpentras. Dans leurs argu-

ments, ils mettent en avant que la volonté de fermer le site industriel n'est pas une raison économique. Ils demandent au juge de rendre ses conclusions mercredi, Même s'ils savent que le calendrier juridictionnel ne leur appartient pas.

## La justice est saisie

De leurs côtés, le PDG pour l'Europe, Michel Fiévez et le DRH du groupe, Yves Mothay, trouvaient que les salariés manquaient de loyauté. Ils espéraient que la saisine de la justice par le comité d'entreprise

aurait lieu seulement le 1<sup>er</sup> juillet.

Soit le lendemain de la dernière réunion des négociations, prévue le 30 juin. Si la décision du juge leur est défavorable, le groupe Schweitzer-Mauduit n'aura plus qu'à reprendre son dossier et à trouver d'autres raisons pour fermer Malauçène.

En attendant, certains points ont été actés ou bien avancés. Le congé de formation sera payé à 75 % du salaire quel que soit l'âge pour une durée de neuf mois et 15 000€ pour le financement de la formation. Quant

à la prime supra légale, les syndicats ont demandé 35 000€ et 2 000€ par année de présence, tandis que la direction a proposé 12 000€ plus 8 000€ pour la fermeture et 500€ par année de présence. Les deux parties en sont restées là. □

## EN SAVOIR PLUS

Ce jeudi, la Région, le Département, la Direction départementale du travail et les délégués syndicaux vont se mettre autour de la table. L'objet de cette réunion est d'étudier les possibilités de financement des congés exceptionnels demandés par le CE et actés par la direction.



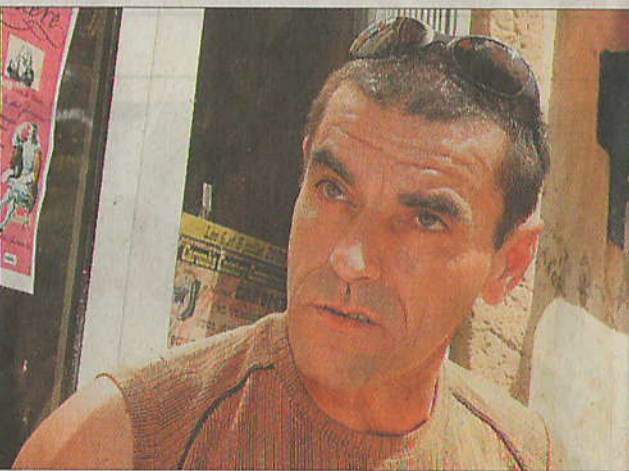
## Max Brémond : "les Papeteries, c'est ma vie"

"Quand j'ai vu l'usine dans cet état, j'ai eu envie de pleurer"... Max Brémond est ce qu'on appelle une figure. Et s'il se fait gentiment charrier par ses copains, c'est pour son sourire et son amabilité.

À son compte, il affiche 36 ans de présence aux Papeteries de Malauçène. L'atelier de bobinage, c'est toute sa vie. « J'ai connu trois types de machines » clame-t-il avec une certaine fierté. Il n'hésite d'ailleurs pas à rappeler que même si ce n'était pas son rôle, il a formé plusieurs de ses collègues.

### "Je n'ai pas beaucoup d'espoir"

Son boulot, il le connaît sur le bout des doigts et il en parle avec faconde, expliquant le fonctionnement des machines, les tolérances de trois à quatre dixièmes de millimètres dans les découpes, les raccords de bobines et celles qu'on jette à cause des couleurs ratées pour X ou Y raison : « Ce travail, c'est du doigté, il réclame de la connaissance et du savoir-faire ». Les Papeteries, il les connaît de fond en comble et il se



Max Brémond, 53 ans dont 36 passés aux Papeteries.

souvent qu'à chaque réunion de la direction, « il y avait toujours quelque chose qui n'allait pas pour justifier les baisses ou la non-attribution de primes ».

Pour Max, ça fait dix ans qu'on parle des fermetures et il confie qu'il a peu d'espoir de continuer ici. Dans cette usine où il est entré à l'âge de 17 ans : « Après l'école, j'ai fait des petits boulots et puis comme le voulait l'habitude, l'oncle ou le père vous faisaient rentrer aux Papeteries. Je suis rentré pour

faire ma vie ici. Jamais on pense que ça peut fermer. Quand on commence, on donne pour se faire remarquer et qu'on vous garde. Après, on avance, on progresse toujours dans l'entreprise ». L'avenir, ce qui a été sa seconde maison, il le voit mal : « je n'ai pas beaucoup d'espoir, mais j'aimerais en avoir. Je pense aux jeunes. Pour moi, ce n'est pas si grave, j'ai 53 ans. Mais les jeunes, qu'est-ce-qu'ils vont devenir ? ». □

TEXTES : BRUNO ALBERRO

PHOTOS : LE DL/CHRISTOPHE AGOSTINIS ET ANGÉLIQUE SUREL

13 Juin